

Vers quel modèle de défense européenne ?

L'Union n'est pas un assemblage de peuples mis bout-à-bout et la confiance passera par la défense où les réalités historiques sont les plus vivaces. Il est donc important d'analyser toutes les composantes en travaillant sur un document unique pour aller de l'avant. Une autre question aurait pu être : la défense européenne doit-elle être permanente ou de circonstances ?

Je suis poussé à l'écrire au lendemain de la rencontre surprenante, incorrecte et non constructive avec l'un des députés rapporteurs de la Commission des affaires européennes de l'Assemblée Nationale auprès duquel j'ai compris certaines édifiantes réalités « de coin de table ». Je comprends mieux pourquoi l'Europe de la défense n'avance pas en dehors de l'OTAN que je considère, par ailleurs et par expérience, être un vecteur d'intégration européenne, un incubateur, qui peut même participer à son financement.

Par François CHARLES

Economiste, officier de l'armement en retraite, conseil en stratégie et management, président de l'Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe.

S'agissant des forces, la création progressive d'une armée européenne

fédérale, présente dans chaque pays, au-delà des modèles d'assemblage existants et avec des moyens propres, est réaliste et doit être un objectif. L'Eurocorps franco-allemand de 1992, issu de la brigade franco-allemande de 89, et rejoint ensuite par la Belgique, l'Espagne (94), le Luxembourg puis en observation par la Grèce, la Pologne, l'Italie, l'Autriche, la Roumanie, a fait ses preuves pour les missions ONU, OTAN et UE en Bosnie Herzégovine (SFOR 98) puis KFOR au Kosovo puis en Afghanistan (2004) via les Accords SACEUR définissant les conditions d'emploi du corps européen dans un cadre OTAN (et de l'ISAF Intervention Security Assistance Force après un test de capacité opérationnelle). L'Eurocorps est à disposition de l'UE en cas de crise et des accords techniques sont passés depuis 2003 avec la Pologne, la Turquie, l'Autriche.

Y introduire la Turquie, est à mon avis une erreur tant que ce pays non européen n'est pas membre de l'UE et c'est encore une preuve de dépendance à l'OTAN, de même qu'Israël ne peut être membre de l'UE même si nombre d'Israéliens le pensent car européens d'origine. Il faut être prêt à nous assumer maintenant que les Etats-Unis se déplacent vers l'Asie. Le partenariat pour la paix doit être élargi et notre regard doit

se tourner désormais vers la Biélorussie et l'Ukraine pour une intégration jusqu'à l'Oural. Je me souviens des Russes à Bruxelles, très nombreux. Ils ont soif d'Europe, entretiennent une culture proche, mais possèdent aussi certaines légitimités d'identité qui les fait s'opposer à certaines adhésions sans leur consentement, comme celles de pays baltes.

Notre désengagement de l'OTAN était à son époque une nécessité pour mieux affirmer notre identité. L'Allemagne y a été aidée économiquement et internationalement car les alliés l'ont voulu pour éviter les déséquilibres. Il convient désormais de fonctionner de concert en interalliés et notre voix ne se fera d'autant plus entendre que nous sommes intégrés. J'entends encore récemment des collègues officiers maudire les petits pays. Ils n'ont rien compris. Ces derniers peuvent être une clé du fédéralisme plutôt qu'une crainte, comme j'ai réussi à le faire dans le cadre des négociations sur l'ACCS. Nous devons tirer partie du fonctionnement financier et opérationnel de l'OTAN et profiter de ses financements pour l'Europe. L'Eurocorps doit également désormais prendre une nouvelle dimension et activer sa capacité juridique et sa gestion autonome financière et matérielle qui existe. Il n'est pas forcément utile de créer une unité

commune mais il est possible de reconnaître une spécialisation par pays ou par zone d'intervention pour une certaine efficacité et une approche commune avec des sous-groupes de fonctionnement. Oui, l'idéal d'une force commune est beau mais en tant qu'expert en stratégie et en organisation, je sais que rassembler par autorité n'est pas bon et mieux vaut valoriser par nécessité extérieure. Nous l'avons vu en Irak ou en Afghanistan. Parfois les uns et les autres apportent leur savoir faire et leur savoir être et il est concevable que les forces françaises puisse agir d'un côté et les Britanniques ou les Allemands de l'autre de par leur expérience ou présence historique. Il convient pour autant désormais d'installer partout en Europe des unités communes pour mieux sensibiliser et non en faire uniquement un service d'actions extérieures. Des soldats pourront servir progressivement sous un même uniforme mais avec distinctions et avec un matériel géré en commun mais surtout être connus par la population. Nous devons continuer les efforts sur les vecteurs de coopération entre Nations déjà engagés tels la formation de pilotes, le ravitaillement en vol, l'observation aérienne, les Partenariats Publics Privés qui sont nés dans la défense dès Louis XIV !

S'agissant d'un service militaire, De Gaulle écrivait déjà que l'armée de métier était déjà que c'était une force de réaction efficace face au glacis de champagne et face à la technologie avancée. Je rappelle que notre décision d'armée de métier était politique mais liée à trois éléments : au fait que nos appelés étaient à peine formés sur les matériels de plus en plus techniques lorsqu'ils qu'ils partaient ; aux réalités de nos opérations désormais extérieures et enfin au coût humain toute chose égale par ailleurs, sur lequel j'ai d'ailleurs travaillé et dont la conclusion était que la charge financière était identiques entre une armée de circonscription et de métier au delà des problèmes de recrutement que vivait le Royaume-Uni. Entendre un député, qui plus est rapporteur, dire que cette troisième composante n'a pas été prise en compte est inadmissible surtout quand on sait que les appelés peuvent servir à l'intérieur du territoire pour des tâches diverses et pour la défense civile et économique, et peuvent aussi en profiter pour se confronter à la discipline en tant qu'école de vie. Dans l'Europe des 27, sept pays ont conservé une obligation de servir : l'Allemagne (6 mois), la Finlande (milice) l'Estonie, le Danemark, l'Autriche qui vient de la réaffirmer, la Grèce et Chypre.

S'agissant des matériels et équipements, il n'est plus concevable que les programmes en coopération de défense coutent en fait souvent plus chers qu'un programme normal alors que nous avons su faire Airbus, certes avec des réalités « civiles » parfois plus contraignantes mais parfois réalistes. Je répète tout le temps que dans le civil, on fait la guerre « tous les jours ». Les comportements dans l'industrie de défense, comme des militaires, doivent également changer pour éviter de copier ce que fait l'autre par principe de souveraineté. Le forcing EADS de la logique industrielle unique pour l'A400M n'est-elle finalement pas une bonne idée pour éviter toute dérive de gestion de configuration ? Les clubs utilisateurs Rafale et Eurofighter, comme Mirage et Tornados doivent se rapprocher car les expériences sont complémentaires. Le NH90, appareil de l'OTAN, peut servir de vecteur d'intégration, tout comme la directive marché sur laquelle je me suis déjà exprimé.

De nombreux thèmes de discussion sont proposés à tous les attachés de défense européens à Paris pour leur donner la parole et nous permettre de mettre d'autres lunettes. Dommage que trop peu de Français participent aux débats.